



Communiqué de presse

61/20

Montreuil, le 16 juin 2020.

Mobilisation du 16 juin : le Gouvernement doit passer des promesses aux actes.

Plus de 256 rassemblements réunissant des dizaines de milliers de personnes, dont plus de 80 000 à Paris, se sont tenus sur l'ensemble du territoire ce mardi 16 juin 2020. A cela s'ajoutent toutes les initiatives tenues au sein même des établissements, mobilisant les personnels assignés pour assurer la continuité du service.

Le « Ségur de la Santé » s'enlise dans des discussions de salon, ce qui a renforcé la colère et la mobilisation des personnels du secteur de la Santé et de l'Action Sociale, soutenus par de très nombreux salariés d'autres secteurs d'activités et des usagers.

Nos exigences sont connues depuis longtemps et s'articulent autour de trois axes : des effectifs supplémentaires en professionnel.le.s (100 000 à l'hôpital et 200 000 en EHPAD en urgence), des augmentations de salaire immédiates (minimum 300 euros nets pour tou.te.s dans un premier temps) et l'arrêt des fermetures de lits et des plans de restructuration. Nous demandons pour cela un plan d'urgence qui ne sera pas un solde de tout compte, car il faudra notamment revoir les carrières des 120 métiers de l'Hôpital, mais aussi le financement de nos établissements, ce qui ne peut se faire en un mois de temps.

Nous demandons maintenant que le ministre des Solidarités et de la Santé lui-même soit présent pour ouvrir de véritables négociations et avance des propositions financières chiffrées. Nous ne pouvons nous contenter de simples promesses près d'un mois après l'ouverture du "Ségur de la Santé".

Des milliards ont été débloqués pour certains secteurs d'activités, et pour l'instant rien pour la Santé et l'Action Sociale ?... Pourtant, ce doit être une priorité de société, la catastrophe sanitaire en a été une criante démonstration.

Après le succès de cette journée, nous espérons que le Gouvernement va changer de stratégie et engager de véritables négociations. Pour appuyer nos revendications, nous avons d'ores et déjà prévu de poursuivre nos journées hebdomadaires de la colère, ainsi que deux nouvelles journées nationales d'action, les mardi 30 juin et 14 juillet.

La Fédération CGT de la Santé et de l'Action Sociale, dans l'unité syndicale avec les associations d'usagers, appelle à poursuivre et à amplifier les actions pour obtenir du Gouvernement qu'il réponde à l'urgence de moyens supplémentaires immédiats pour l'Hôpital, et plus largement pour notre système de santé et d'action sociale.